

© Le Temps; 18.12.2008

Régions BERNE.

Des personnalités lancent un comité de soutien pour «Der Bund». Le sort du quotidien bernois est en suspens.

Berne au secours du «Bund»

Albertine Bourget

Les deux conseillers aux Etats bernois, Werner Luginbühl et Simonetta Sommaruga. Mais aussi Kuno Lauener, le charismatique leader du groupe bernois Züri West. La conseillère nationale Christa Markwalder, ou encore l'ex-«Monsieur Prix» de la Confédération Rudolf Strahm. Tous font partie du comité «Rettet den Bund» (sauvez le Bund) lancé la semaine dernière. A l'origine du comité, le Bernois Mark Balsiger explique sur le site internet* que lutter pour la survie du quotidien bernois équivaut à «un combat contre l'uniformisation qui menace d'envahir le paysage médiatique». En quelques jours, le site a recueilli quelque 5000 signatures. «Berne sans le Bund, c'est comme Berne sans l'Aare!», se lamente un internaute.

«Pas d'avenir»

La démarche fait suite à l'annonce, en début de mois, par Tamedia que «sans collaboration rédactionnelle», le journal n'avait «pas d'avenir». Le groupe de presse zurichois étudie deux options: une coopération rédactionnelle avec le quotidien zurichois Tages Anzeiger ou une fusion avec la Berner Zeitung (BZ), l'autre quotidien bernois. L'annonce n'a fait que confirmer des rumeurs qui enflaient depuis longtemps, déjà amplifiées en 2007 par le rachat à Charles von Graffenried du groupe bernois Espace Media.

Si certains, sur le site du comité, dénoncent son côté «élitaire» et «l'arrogance» de ses lecteurs, le Bund est indéniablement un quotidien solide. «Avec une très bonne couverture internationale, culturelle ou économique», souligne Roger Blum, professeur en sciences des médias à l'Université de Berne et membre du comité. Malgré une forte concurrence, le journal tire également son épingle du jeu sur la politique nationale. N'a-t-il pas été fondé en 1850, «deux ans après la Confédération», rappelle Roger Blum, ambitionnant alors de couvrir la politique nationale, d'où son nom?

De tendance centre gauche, le journal a légèrement viré à droite sous l'impulsion de A. K. Vogel, anciennement journaliste au Tages Anzeiger et à la Weltwoche, arrivé à sa tête début 2007. Outre un supplément réputé, Der kleine Bund, il compte des chroniqueurs comme le parolier Endo Anaconda, du groupe Stiller Has, le satiriste politique Andreas Thiel ou encore la journaliste et artiste Ariane von Graffenried... fille de Charles von Graffenried. A-t-il envisagé de se faire plus populaire? «Non. Le Bund doit rester le Bund», réagit le rédacteur en chef-adjoint Rudolf Burger.

30 millions de perte

La décision sera effective en juin prochain. Reste que la situation délicate du journal, qui aurait enregistré des pertes à hauteur d'une trentaine de millions ces douze dernières années, n'est pas une surprise. Depuis le début des années 1990, le quotidien, tiré à 60000 exemplaires, est successivement passé entre les mains de Ringier, de la NZZ et de Espace Media. Rudolf Burger: «Berne est petite, elle n'est pas une place financière importante

comme Zurich ou Genève. Et nous avons en la BZ un concurrent solide. D'ailleurs, au sein de la rédaction, nous constatons chaque jour que cette concurrence est bonne pour notre travail.» Alors, l'action du comité est «une très belle chose. Mais ce qui nous aiderait vraiment, c'est 3000, voire 4000 à 5000 abonnés en plus. Un signe concret.» Avec ce chiffre, «nous pourrions commencer à envisager une solution».

«Le cœur n'y est plus

Pour l'heure, dans les deux cas, le Bund devra se séparer d'une partie de son équipe, constituée d'une soixantaine de personnes. En attendant, la rédaction «continue à travailler, bien sûr, mais le cœur n'y est plus.»

Berne a besoin de ses deux journaux, voilà le principal argument avancé par les supporters du journal. Le conseiller national vert Alec von Graffenried estime que «chaque ville a besoin d'une alternative.» Un avis partagé par Roger Blum. Ancien correspondant parlementaire pour le Tages Anzeiger, ex-président du Conseil de la presse, il estime qu'«un seul quotidien dans une ville d'une certaine importance revient quasiment à une dictature. Car c'est encore là que se fait le discours politique.»

Berne en particulier aurait besoin de plusieurs organes de presse. «Parce qu'elle est la capitale fédérale mais aussi une ville très vivante sur le plan de la politique locale», souligne l'historien.

Roger Blum se veut optimiste pour l'avenir de la presse quotidienne. «En période de crise ou d'incertitude, c'est dans la presse quotidienne de qualité que les gens vont chercher des réponses. On l'a vu avec le 11 septembre ou la guerre du Golfe. Je reste persuadé que les quotidiens sont essentiels pour la vie politique et publique.» Verdict en juin prochain.

* <http://www.rettet-den-bund.ch>